

# Le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
ORGANE FÉDÉRAL DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10° — C.C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10°)

## Vive la Commune, pour la révolution !

### Dans la caverne d'Ali-Baba

Ils étaient quarante dans le conte merveilleux. Ils sont quarante-six à San-Francisco. Quarante-six Etats, les uns forts, les autres faibles, mais tous plus ou moins marqués des hideux stigmates de l'hypocrisie bourgeoise.

La bourgeoisie a peur. Gouvernants et capitalistes de tous les Etats belligérants sont obsédés par le sentiment redoutable de leur responsabilité commune dans le crime de la guerre et aussi par celui de leur impuissance mortelle face aux problèmes de la paix. Mais ils sont surtout hantés par la crainte d'un règlement de compte entre eux et les peuples martyrisés. Ainsi, comme en 1918, la fiction de la responsabilité unilatérale de l'Allemagne apparaît comme le seul moyen de détourner la fureur populaire et d'éloigner la tempête qui menace d'engloutir une civilisation diabolique. Et c'est ce qui explique la ténacité avec laquelle ils tentent de faire de tout le peuple allemand — et de lui seul — le complice des tortionnaires de Dachau et de Buchenwald.

Révolutionnaires français nous ne marchons pas dans cette sale combine et nous nous refusons à accepter les yeux fermés cette monstrueuse falsification historique dont nous devinons trop bien les motifs, cela parce qu'il est pour nous une vérité indiscutable comme un axiome : le nazisme est une conséquence fatale du régime capitaliste au stade actuel de son évolution.

Qu'est-ce à dire ? Et quels étaient donc vos buts de guerre, nations de l'Axe et Nations unies ? Gouvernants criminels et tartufes, vous avez gardé jusqu'à ce jour un prudent et trop compréhensible silence : nous parlerons pour vous et vous nous excuserez si nous ne prenons pas de gants. Les voici, vos buts de guerre aux uns et aux autres :

**Guerre pour le pétrole.** — Les Nations unies contrôlent toutes les sources de carburant liquide du globe. Or, pas d'industrie moderne, et surtout pas d'armée motorisée sans pétrole ; les nations de l'Axe revendiqueront leur part, au besoin par les armes.

**Guerre pour maintenir artificiellement l'activité industrielle.** — Le système a cessé de fonctionner normalement après la guerre de 1914 et après avoir été terrassé par la crise de 1929-35. Organisme morbide et gangrené, seule la course aux armements lui a redonné vie mais une vie factive.

**Guerre enfin pour le partage du monde.** — Avec ses salaires relativement élevés par l'action syndicale avec ses lois sociales résultant de la place importante qu'il occupe dans la société politique ; avec enfin la religion et les mœurs égalitaires des peuples européens, le prolétaire d'Europe et d'Amérique du Nord a un niveau de vie trop élevé et ne « rend » que peu de profit. Qu'importe ! Les grandes nations capitalistes exploitent par le monde des millions d'esclaves à cent sous par jour sans lesquels le capitalisme périrait par asphyxie. C'est justement de quoi souffre le capital allemand, qui n'a que des prolétaires européens à exploiter.

Le capitalisme allemand, comme les autres capitalismes, avait faim de prolétaires à bas prix. Connaissant trop bien son impuissance sur mer, il a rêvé de faire de l'Europe ce que les Espagnols, Portugais, Français, Hollandais, Anglais ont fait de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie, et par les mêmes modes que ceux-ci : par l'agression et la guerre. Le vrai rôle d'Hitler devait être de remettre la masse allemande derrière le grand état-major pour l'aventure désespérée. Eh quoi ! bourgeois d'Occident, êtes-vous donc si sûrs d'avoir les mains pures et de n'être pour rien dans l'accession au pouvoir du démagogue de Braunau ?

(Lire la suite page 3)

Quand paraîtra cet article, les masses fidèles à leurs morts, ces masses colonisées, « patriotisées », enrégimentées, par les partis, les alliances, les haines auront défilé une fois de plus devant le Mur. Elles auront crié : « Bazaine-Pétain au poteau ! » « Nationalisations ! » et, sur l'air des lampions, le cri mille fois répété de « Unité ! ». Des discours auront exalté le patriotisme des communards, celui des F.F.I., dont le parallèle voqué aura soulevé les acclamations. Et elles auront regagné leurs habitations, encore galvanisées par leurs propres cris, rangé les habits du dimanche et, le lendemain, repris le chemin de l'usine ou de l'atelier.

Est-ce pour nous mêler à cette « commémoration » que nous irons, nous aussi, au Mur ? Non ! Notre esprit est autre. Ce n'est pas pour leur patriotisme que nous nous inclinerons devant « nos » morts, mais parce qu'ils ont appelé de leur courage, de leur volonté, de leur sanglant sacrifice la « République sociale », la « Sociale », et salué l'aube de la révolution.

Car, il faut le répéter au peuple contre les affirmations partisans, dénuées de vérité historique, la « Commune » qu'il doit célébrer, c'est celle des siens. Et les siens ce ne sont pas les républicains montagnards, jacobins ou quarantehuitards attardés, patriotes eux, figés par le souvenir de leurs défaites, mais les hommes nouveaux, tels Varlin, qui combattaient pour l'Internationale, pour le prolétariat, pour la « Sociale ».

C'est devant ceux-là que nous nous inclinons. C'est de ceux-là seuls que nous nous réclamons. Car s'ils ont à la fois combattu l'envahisseur et le gouvernement de Bordeaux, ils voyaient plus loin. S'ils ont engagé délibérément, sous le

drapeau symbolique de la Commune, le combat contre les ruraux, ils continuaient logiquement, imperturbablement le combat qu'ils menaient depuis dix ans dans l'Internationale, dans les associations ouvrières reconstituées, dans les syndicats naissants. Eux seuls ont compris, dans cette explosion de la colère populaire, que Badinguet, Thiers, le « gnome sanglant », Trochu, Jules Favre n'étaient que des prête-noms, renouvelables, remplaçables, du seul ennemi toujours présent : le Maître, de quelque forme qu'il soit : autorité, impérialisme, capitalisme, et que la forme de lutte à adopter était la lutte de classes.

Manquant d'audace et, pour certains d'entre eux, d'envergure, ils ont cependant fait ce qu'aucun n'avait fait avant eux : ils ont concrétisé jusqu'au sacrifice cette forme nouvelle de lutte que nous voyons aujourd'hui abandonnée au « profit » des raisonnements machiavéliques et à une « haute diplomatie ouvrière ». Ils étaient le ciment nécessaire des groupes épars dans la masse « républicaine » et socialisante, ces groupes qui étaient les premiers pelotons de l'armée du prolétariat.

Aussi ces mots d'ordre hurlés devant les tombes nous ne pouvons les reprendre que si les masses, conscientes d'elles-mêmes, sourdes et aveugles aux parades et aux palinodies des bateleurs et des clowns de la sociale, marchant dans la voie tracée par les « leurs », abandonnent à la vindicte de ses pairs le « Bazaine-Pétain », réalisent dans leur sein et par elles-mêmes la vraie « unité », qui sera, cette fois, l'arme de « leur révolution », prélude à la Fédération des Peuples.

« Le LIBERTAIRE ».

## VICTOIRE ET SUSPENSION D'ARMES

Qu'on ne nous berce pas, de grands mots sur la paix en nous disant que celle-ci est chose faite ! La guerre d'Orient va entrer dans sa phase la plus meurtrière alors que celle d'Europe, commencée en 1914, interrompue en 1918 et reprise en 1939, connaît à nouveau un arrêt dont nul ne saurait prédire la durée.

Nous n'avons pas pavoisé pour l'armistice. Non que nous ne partagions la joie commune et naturelle due à un tel événement. Mais nous ne pouvions oublier que le patriotisme et les défilés militaires, loin de contribuer à la construction de la paix universelle, ont constitué les matériaux de départ du national-socialisme allemand auquel ils permettent d'abord de s'imposer à tout un peuple, puis d'être pour le moins partiellement accepté par lui.

Aujourd'hui le militarisme prussien est vaincu. L'hitlérisme, qui s'est distingué dans l'art du crime, est abattu. Cependant le problème de la paix n'est pas résolu.

Alors qu'un impérialisme disparaît de la scène, deux autres subsistent, qui ne manquent ni de puissance ni d'appétit. D'une part, l'impérialisme anglo-américain, qui n'est pas nouveau et traîne à sa remorque, avec la France, toutes les nations occidentales. D'autre part, l'impérialisme russe, qui refléurit comme au plus beau temps des Romanoff et se pose en protecteur de toutes ses « sœurs » slaves que sont les nations de l'Europe orientale.

Chez ceux qui se disent les continuateurs de l'œuvre de Lénine, il était admis autrefois que la guerre impérialiste devrait aboutir à une révolution mondiale d'autant plus certaine si l'U.R.S.S. « patrie du socialisme », entrain dans le conflit. Or, la Russie soviétique a fait la guerre comme toutes les autres nations et, alors qu'elle n'a pas instauré le socialisme dans les territoires qu'elle a conquis, elle paraît avide de nouvelles conquêtes territoriales. Elle semble plus soucieuse de restaurer l'empire des tzars tel

qu'il était avant 1905 que de détruire le capitalisme.

Par ailleurs, au moment où de tous côtés on veut faire de la « victoire » et de la paix une seule et même chose, nous tenons à affirmer hautement à quel point de semblables élucubrations ne peuvent être que le fruit du mensonge le plus éhonté ou de l'erreur la plus coupable.

Est-ce une victoire, pour le prolétariat, pour le genre humain, d'avoir perdu sur les champs de bataille, dans les bombardements et dans les camps une grande partie de ses effectifs ? Et cela pour en arriver au statu-quo économique-social de la bourgeoisie ? Pour voir l'armature capitaliste renforcée par un étatisme contre lequel on a prétendu lutter ?

Est-il sérieux de dire que la paix est revenue, alors que la guerre sociale revêt, par la force des choses, une ampleur qu'elle n'avait pas connue depuis longtemps ? La multiplicité des conflits sociaux est là pour nous prouver que la lutte de classes continue et que le régime actuel, chancelant, est incapable de solutionner le problème social.

Aussi, au moment où les travailleurs, dans un élan méritoire, luttent énergiquement contre le patronat, est-il opportun de rappeler que cette paix véritable, à laquelle ils aspirent, ne peut être que le résultat d'une sécurité économique assurée dans la liberté et qu'il ne tient qu'à eux de l'obtenir. Pour cela la grève n'est pas suffisante. C'est la prise en charge par les syndicats ouvriers — techniciens compris — de toute la production qui s'impose, ce qui suppose la disparition de la fonction patronale et de l'Etat. C'est aussi une répartition, une distribution, contrôlée par les consommateurs, qui est indispensable.

C'est, en un mot, la révolution qui est nécessaire. Non seulement dans les discours, mais dans les faits.

Sans de telles réalisations, toutes les « victoires » sont éphémères, et la paix tant prêchée ne peut être qu'une suspension d'armes.

### Après les élections

Grande victoire de la démocratie ! crie-t-on à gauche. Confusion et truquage ! hurle-t-on à droite. Comme si après cinq ans de nazisme il fallait s'attendre à autre chose qu'à une poussée vers les partis représentant la soi-disant démocratie, comme si le truquage n'a pas été, avec la confusion, le bagage de toute élection qui se respecte. En 1936, après le vote, le « Popu », l'« Huma » et l'« Œuvre », organes des partis vainqueurs, portaient en « chapeau » : « Le Peuple a parlé ! Il doit être obéi ! » Comme on peut le voir en étudiant sans parti-pris les égarements politiques de ces dix dernières années, le peuple a été parfaitement obéi... Il voulait la guerre, la famine, la misère, la lâcheté et toute la pourriture, qui d'ailleurs continue, car nous crevons du mensonge et de la « lutte des places ».

La victoire des gauches devrait, du point de vue orientation de la volonté populaire, même si cette volonté n'est pas respectée, nous satisfaire en tant que l'afflux de ceux qui se rangent dans les partis du mouvement de révolution, nous prouvent que l'évolution poursuit son chemin inexorable. Mais attention ! Si dans la masse les non initiés croient encore à la position révolutionnaire des partis ouvriers, pour nous il y a beau temps que nous n'y croyons plus. Le succès à gauche et à l'extrême-gauche est surtout dû au fait que les partis de traditions révolutionnaires, en faisant un très fort glissement à droite ont donné confiance à ceux qui ne voyaient dans les socialistes et les communistes que des anti-militaristes, des internationalistes qui mettaient l'Humanité au-dessus de la Patrie. Les nationalisations ne sont pas des socialisations, loin de là, et les petits bourgeois, dépossédés par les grands gangsters du capitalisme, sont trop stupides pour se croire touchés par les nationalisations ; on peut dire qu'ayant donné des gages à la classe moyenne par un superpatriotisme de fraîche date, par un républicanisme purement démocratique, par le prestige que les armées rouges ont conquises dans la fin de la guerre, les partis ouvriers ont mis la révolution dans leur poche, au bénéfice d'une place dans le conservatisme social. Les partis étant allés au combat, d'une part, avec leur drapeau dans les listes homogènes ont doublé leurs chances par la constitution de listes de coalition auxquelles les électeurs et électrices ne voyaient que la lutte antifasciste, le maintien de la république et l'acquisition d'un patriotisme très opportuniste.

Quant à la droite, elle a été jouée après avoir organisé elle-même la duperie dont elle a été victime ; ne plaignons pas ces réactionnaires qui d'ailleurs ont d'autres cordes à leur arc que le bulletin de vote. Toutefois, de quoi peuvent se plaindre ces imbéciles ? Ont-ils été d'accord pour la candidature officielle ? Ont-ils admis l'approbation des candidatures par le C.N.R. ? Alors ! En supprimant les partis traditionnels de droite, ces gros malins se figuraient bien que tous les fascistes ou fascistes, repentis ou en puissance, se porteraient sur les listes M.R.P. au premier tour. C'est ce qui s'est produit, mais la suppression d'un parti n'est pas la suppression des partisans ; il fallait bien que ces gens-là se retrouvent quelque part et le croc en jambe fait au M.R.P. par le parti communiste au second tour est une opération électorale très régulière ; on va au combat avec toutes les possibilités de vaincre, l'ennui c'est que le M.R.P. comprend des résistants qui ont un pedigree antérieur au 20 juin 1941, aussi il y a eu des difficultés. En tous cas, comme toutes les formations d'union contre un danger précis mais momentané, les vainqueurs d'eux-mêmes vont reprendre leur liberté, quitte à se combattre entre eux dans des temps qui ne seront pas si éloignés.

Si cet exemple ne s'arrête qu'à une question de places dans la « lutte des crabes », on en sourirait ; malheureusement, trop de points noirs s'élèvent à l'horizon pour que nous nous désintéressions complètement de ces palinodies. Après le vote, malgré les gauches au pouvoir, municipales s'entend, car pour les élections constitutives on va prendre un peu plus de précautions, on fait reste clair et de ce fait nous n'avons jamais douté : y a-t-il une poussée révolutionnaire sociale ? Non ! Il y a une acceptation d'un programme échafaudé sur tout ce qui peut mettre en sommeil la révolution, la vraie révolution, celle que le peuple espère, attend, mais qu'il n'aperçoit pas, étant encore trop enclin à croire que sa seule action pour la révolution c'est le bulletin de vote.

Il y a eu des abstentions, beaucoup d'abstentions dans certaines municipalités du Morbihan et de l'Isère ; il y a eu la grève des électeurs ; on cite même des municipalités où il y eut grève des candidats. Nous pourrions en tirer des conclusions avantageuses si nous étions sûrs que ceux qui ont déserté n'ont pas été que des indifférents mais des avertis qui refusent à tous les bateleurs et marchands de vent le droit de tromper le peuple.









## Problèmes Essentiels

# Le colonialisme et la liberté

Le parti communiste, utilisant les événements pour ses fins propres, présente la crise algérienne comme l'explosion de la dernière bombe hitlérienne. C'est se prononcer sur des faits mal connus et simplifier une énorme question. « Le Monde », plus sérieux, examine « l'affaiblissement de l'armature française » (luttas politiques en Afrique du Nord depuis 1942, secteurs antibritanniques, antigauillistes, antisémites), la poussée nationaliste arabe, la participation des Nord-Africains à la guerre et leur élimination de la vie politique, et enfin la cause immédiate du conflit, une terrible crise économique. Les événements de Sétif sont, en effet, la manifestation aiguë d'un malaise latent entre la France et l'Afrique du Nord. Ils sont aussi un des épisodes sanglants des luttes chroniques entre la France et chacune de ses colonies depuis plus d'un siècle. Il convient donc de les replacer dans l'ensemble de l'histoire coloniale française pour en comprendre le sens et la portée.

Pour la masse française, c'est une révélation que cette révolte et cette haine des indigènes. L'éducation et la propagande ont camouflé de sentiments humanitaires les menées impérialistes de la métropole à l'égard des territoires d'outre-mer, de sorte que la majorité croit à la mission civilisatrice et émancipatrice de la bonne démocratie française. C'est l'honneur des révolutionnaires de s'être opposés au principe et à l'usage de la colonisation et d'avoir dénoncé en leur temps les actes de brigandage territorial et d'oppression multiforme inhérents à toute expansion coloniale. Ce point de vue se fait maintenant jour dans la presse. Dans « Combat », Camus met l'accent sur les maladroites, les fautes de la métropole et demande que « le peuple, français et le gouvernement » envisagent de gouverner « selon la raison, c'est-à-dire aujourd'hui l'audace et la générosité ». Nous allons rappeler que le facteur humain n'a pas compté dans la politique impériale et que la France, même dans sa période historique de démocratie, ne l'a cédé en rien, pour la rapine et la mise en esclavage, aux fascismes réputés dépositaires du racisme et de la barbarie.

La France assiste à l'ébranlement de son second Empire colonial. Le premier, qui eut pour fondateur essentiel Colbert, pour centres l'Inde et le Canada, s'écroula rapidement, l'ensemble de la nation ne s'intéressant pas aux colonies, le gouvernement étant surtout occupé aux affaires d'Europe. De 1754 à 1815, l'Angleterre s'empara des meilleures colonies françaises, de sorte qu'en 1815 il ne restait à la France que quelques débris du passé.

Dans cette période, les gouvernements ne montrèrent pas beaucoup d'esprit de suite, laissant l'initiative à des hommes d'affaires, plus pu à des hommes d'Etat. Seul, Colbert, partisan d'une **politique de grandeur** (lui aussi !), s'occupa sérieusement de ces questions, créa une flotte française, établit et fit prospérer les ports de l'Atlantique (Lorient). Partisan acharné de la **prédominance de l'Etat** et de la **décentralisation**, sa conception coloniale rappelle la conception antique. Les territoires lointains sont des domaines dont l'Etat se réserve tous les bénéfices, qui doivent fournir à la France des produits estimés (de zone chaude pour les Antilles, fourrures pour le Canada). Il établit donc un **monopole du commerce**, exercé par l'intermédiaire de compagnies, créées sur le type de la Compagnie des Indes, fondée en Hollande en 1602. Ces sociétés se composent d'un conseil métropolitain d'actionnaires et d'agents coloniaux qui doivent faire chaque année un certain chiffre d'affaires. N'insistons pas sur les beautés que suppose cette mise en exploitation par ces entreprises commerciales. Ajoutons que les populations indigènes furent mises en esclavage, que le peuplement de ces territoires lointains se fit souvent par la force et la déportation, à l'aide d'agents recruteurs, et que la main-d'œuvre était en majorité levée au Sénégal par la Traite des Noirs.

C'est de 1830 à 1870 que la France jeta les bases de son second Empire colonial, axé sur l'Algérie et l'Indochine. Ce fut la III<sup>e</sup> République qui donna son plein essor aux conquêtes et à la mise en valeur des colonies sous l'impulsion de Gambetta et de Jules Ferry. Par avarice, par crainte des aventures, par peur de la menace alle-

mande en Europe, cette politique ne fut pas toujours appuyée financièrement et militairement par les milieux gouvernementaux.

Cependant, pour placer ses capitaux, s'approvisionner en produits de zone chaude, pour établir à la flotte des bases sur toutes les mers, pour rivaliser avec l'Angleterre, la France accomplit son destin de puissance capitaliste et impérialiste. Les méthodes, souvent incohérentes, furent, dans l'ensemble, les mêmes que sous l'Ancien Régime, conquête, exploitation, qu'il s'agisse de colonisation officielle ou de colonisation libre. Jusque'en 1848 subsista l'ancien **Pacte colonial**, et la suppression par décret d'avril 1848 de l'esclavage ne fut pas effective, car elle provoqua une crise de main-d'œuvre et un déficit de production. La législation apporte de temps à autre quelques améliorations à la condition des indigènes, mais la plupart ne passent pas dans les faits, par la faute des fonctionnaires coloniaux. Ce qui est voté à Paris n'est pas appliqué à Alger, et si la métropole n'a plus ouvertement un pouvoir discrétionnaire sur ses colonies, la sauvegarde des libertés indigènes est presque toujours une illusion. Camus souligne l'importance de cet état de fait dans la crise algérienne.

Comment s'opèrent les conquêtes ? De façon générale, les tribus indigènes ou les individus furent dépouillés plus ou moins directement de leurs terres au profit de la puissance conquérante et de ses colons. Robert Louzon (1) étudie de très près cette période d'« accumulation primitive » en Algérie, véritables expropriations accompagnées de crimes individuels, de massacres, d'atrocités collectives où ne manquent ni les Oradours coloniaux, ni les enfumades dans des cavernes, première édition des chambres à gaz. J. Péra (2) étudie de même la pénétration impérialiste en Annam et les terribles procédés de Paul Bert : punitions des collectivités, villages rasés, terres distribuées aux indigènes soumis, etc.

Quant à l'exploitation, elle se fait par la mise en tutelle et l'humiliation des indigènes (aucun droit politique, travail forcé, tribunaux d'exception, répression cruelle). André Gide, dans son « Voyage au Congo », dénonce le régime abominable imposé aux nègres par la Compagnie forestière de Sanga-Oubangui. Il a vu les soi-disant engagés volontaires, les réquisitions par l'Administration, qui sèment la terreur et font désertir les villages. Il a vu la profonde misère des nègres, leurs « maladies de carence » que Péra (3) signale aussi parmi les populations familiales d'Indochine, les sévices, la cruauté des Blancs. Pour revenir à l'Algérie, insistons sur le fait que 5 à 6 millions d'Arabes et Kabyles sont opprimés par la population algérienne française et par les caïds.

C'est ainsi que s'est formé un prolétariat de couleur, dont chaque individu est un paria (lois non appliquées sur les élections et les naturalisations) livré à l'arbitraire. Ce prolétariat a déjà souffert en tant que classe, privé de liberté de réunion, de presse, déporté, torturé pour la formation de syndicats (4).

Camus analyse la méfiance des Arabes vis-à-vis de la démocratie, leur dégoût de la politique d'assimilation. Dans ces conditions, la famine déclenche des révoltes et la féroce de la répression exaspère les mouvements séparatistes. Les massacres de Sétif rappellent ceux de Yen-Bay, en Annam, en 1929 (5).

De même que la Grande-Bretagne conserve la cohésion de son Empire grâce à des promesses qu'il va falloir réaliser, de même la France, affaiblie, voit se disloquer son édifice colonial. Quelle solution proposera-t-elle à cette crise ? Nous avons ici, comme partout, une position en faveur de l'émancipation humaine et de solidarité de classe avec les affamés et les opprimés. Nous avons essayé de faire une étude objective et sans démagogie. C'est pourquoi nous nous abstenons de mots d'ordre et de slogans.

- (1) Révolution prolétarienne, n° 99.
- (2) Id., n° 107.
- (3) Id., n°s 107 et 108.
- (4) Id., n°s 11 et 12.
- (5) Id., n°s 107 et 105.

## Dans la caverne d'Ali-Baba

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Il ne saurait être question pour nous d'identifier le prolétaire allemand et son exploiteur pas plus que de rendre les travailleurs européens solidaires des brigandages coloniaux capitalistes, des infâmes spoliations et des tortures sans nom infligées à cent peuples asservis. Le seul vrai responsable de la guerre, c'est le régime capitaliste.

Que les peuples ne se laissent pas abuser ! Ils ont eu raison de résister et de se rebeller contre l'esclavage hitlérien. Mais sont-ils bien sûrs d'avoir écarté le danger ? La conclusion piteuse de la comédie de San-Francisco est, hélas ! instructive : liquidation de Yalta, donc pas de sécurité collective, mais retour aux « zones d'influence » arrêtées à Téhéran, c'est-à-dire au partage du monde — et de ses millions de prolétaires exploitables à merci — qui était le vrai but de la guerre.

Les « Grands » sont — ou se croient — tranquilles. Le droit de « veto » va permettre à chaque agresseur de poursuivre en toute quiétude l'asservissement des « petits » sans avoir à redouter l'indiscrétion de ses copartageants.

Hitler est mort. Petites nations, vous serez quand même esclaves. C'est San-Francisco qui vous le dit.

## Congrès constitutif

Le Congrès national du Mouvement libertaire devant se tenir dans le courant de l'été 1945, le Bulletin intérieur, « Le Lien », n° 3 (nouvelle série), est presque exclusivement réservé à sa préparation.

Dans un but d'information, et afin que le congrès soit vraiment la consécration du rassemblement de tous les libertaires — à quelque tendance qu'ils appartiennent —, ce numéro est diffusé largement et est expédié aux militants qui en font la demande, même s'ils ne sont pas encore effectivement membres actifs de notre organisation. Son prix est de 15 fr. Pour le recevoir, écrire à Louis Haas (au « Libertaire »), 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>), C.C.P. 3585-80 Paris, en envoyant 17 fr. (frais d'expédition compris). Sur demande, envoi contre remboursement.

## Eugène Lagot n'est plus

La nouvelle nous arrive de Panama de la fin d'Eugène Lagot, qui consacra sa vie à la cause de la paix.

Faut-il rappeler son rôle d'animateur de la « Ligue des objecteurs de conscience » dont il fut l'âme ? Faut-il rappeler son désintéressement ?

En dépit de sa valeur et de ses connaissances, jamais il ne mit en balance sa personnalité ; il en avait trop pour cela.

Eugène Lagot fut un des rares hommes dont la vie fut le reflet de ses idées.

Pour lui, une seule chose existait : la cause, la cause pour laquelle il a vécu et pour laquelle il est mort.

## Défendons le Cinéma

La J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) appose sur les murs des papillons comportant le texte suivant : « Un pernod de temps à autre, à la rigueur, d'accord ; un film empoisonné, jamais. » Et de citer « Le Puritain » et « Pépé le Moko ».

Est-ce que ces moralistes de presbytère vont continuer longtemps à emmerder le monde avec leur puritanisme ? Il est possible que les dirigeants de la J.O.C. craignent que quelques images réalistes ne viennent réveiller les sens endormis ou refoulés de leurs jeunes militants, et qu'ils perdent ainsi tout le bénéfice des mortifications et des messes dominicales. En fait, ces deux films, s'ils ne sont pas des chef-d'œuvre, comptent malgré tout parmi ceux très honorables de la production française et méritent d'être défendus par tous les esprits fêrus de liberté.

Rien de pornographique ni de mauvais goût n'entache ces films. La calotte, bas les pattes devant eux !

Et comme en province l'on a déjà tenté de boycotter des films dénoncés par la paroisse locale, nous invitons nos lecteurs qui se trouveraient dans des salles où des manifestations du même ordre se produiraient, de passer à l'action directe contre ces évangélistes du cinéma, pour leur faire sentir comme il convient que le peuple n'est pas mûr pour l'obscurantisme des Jésuites.

Le cinéma, qui nous a donné « On lui donna un fusil », « Quels seront les cinq ? », « Le jour se lève », et combien d'autres productions sociales et humaines, se doit d'être protégé contre les emprises des croyants de toute obédience.

## L'Arc-en-ciel

Film soviétique tourné en Ukraine en 1945

Ce beau titre couvre un film aux images banales et sert une lourde propagande. Soviétique ? Non ! De la haine antiboche et l'exaltation de l'héroïsme dans le sentiment patriotique russe.

Il s'agit d'un village ukrainien occupé par les Allemands, puis repris par les partisans. Tous les habitants font de la résistance passive (non-livraison du blé) ou active (sabotage, terrorisme), collective (le village entier porte secours à un convoi de prisonniers russes) ou individuelle (un enfant porte du pain à une femme incarcérée). Seuls un homme et une femme « collaborent » avec l'occupant, et par un procédé primitif leur ignominie éclate sur leurs visages, ici sous les traits du traître classique et de l'internationale putain. Tous deux sont platelement bêtes et sans allure. Les Allemands sont leurs maîtres grotesques (caricature de leur silhouette, leur accent, leur goinfre et barbares. Tous les thèmes sont accumulés pour montrer la sauvagerie de ces brutes épaisses, et c'est une succession des atrocités allemandes bien connues (pas de distinction entre nazis et les autres ; il s'agit uniquement ici de la Wehrmacht) : bébés fusillés, enfants évanoués, femme enceinte traitée comme un chien, prise d'otages, fusillades, pendaisons. Tous, officiers et soldats, pillent, volent, battent, torturent, ricanent. Jusqu'à la libération du village où ils se révèlent lâches devant le danger et la mort.

De l'autre côté, de la finesse (les numéros sont-ils aussi pour la vache ?), du courage tranquille, de l'incorruptibilité (l'institutrice), de l'héroïsme. Enfin, au-dessus de tout cela, la religion du Parti (Es-tu du Parti ? demande l'officier allemand à l'héroïne arrêtée pour sabotage. — Non, dit-elle, je n'en suis pas encore

digne !) et le sentiment patriotique russe sous sa forme antiallemande. Dieu lui-même est présent dans cette juste cause (signes de croix et invocations) et le village est repris, les deux traîtres mis à mort (justice du peuple et celle du mari), les Allemands survivants sont prisonniers.

Dernière critique : le bon cinéma se passe de commentaires. Mais comme il ne s'agit ici que de propagande, nous avons droit à un discours final. Au moment où les femmes, armées de fourches, de bâtons, se ruent sur eux pour les étriper, une matrone imposante s'interpose, arrête la meute et se met à prêcher. Les Erynies disparaissent alors de l'écran et les spectateurs, hypnotisés par une énorme image, entendent le plus ignoble appel à la vengeance raffinée que propagande publique se soit permise.

Il y a bien quelques belles images, perles dans le fumier. Mais où est le grand cinéma soviétique des années 1920 ? Où est le respect du public ? Où est l'esprit révolutionnaire ? Tombés aussi bas sans doute que dans les livres d'Ilya Ehrenbourg ? « L'Arc-en-ciel », bon présage pour le village, dit l'héroïne ; mauvais signe pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dirons-nous.

La décadence de l'art accompagne ici la dégradation de la politique et de la morale révolutionnaires.

Un film que vous ne regretterez pas d'avoir vu. C'est l'histoire d'un professeur de collège qui consacre toute sa vie à l'éducation de jeunes garçons ; tour à tour, plusieurs générations vont défiler sous ses yeux. Un film plein de psychologie où la finesse des boutades le dispute aux moments pathétiques.

Vous assistez à la vie de ce professeur, faite d'abnégation et de foi, malgré les lourdes déceptions qu'il rencontre au cours de sa longue carrière. Jeune débutant fraîchement sorti des écoles supérieures, il arrive plein d'enthousiasme au collège, où l'attend une classe d'élèves turbulents qui, voyant sa timidité, font de lui leur tête de turc propre à subir leurs espiègleries. Au moment de sa mort, il surprend une conversation entre ses collègues debout à son chevet, où ceux-ci font ressortir combien sa vie sans enfant avait dû lui paraître douloureuse, et s'écrie dans une dernière profession de foi : « Mais, des enfants, j'en ai eu des milliers ! »

Tout dans ce film est une parfaite réussite au point de vue technique et au point de vue de l'art dramatique.

Le passage sentimental, malgré la naïveté touchante de l'idylle, est mesuré et joué avec un souci d'observation poussé à la perfection. L'épouse que Mr Ships ramène de ses vacances va faire admettre au professeur une nouvelle psychologie concernant ses rapports avec ses élèves, qualifiée par lui-même de révolutionnaire. De ces nouvelles conceptions va naître entre eux une communion d'esprit qui restera légendaire au collège.

Même le passage situé pendant la guerre de 1914 ne choque pas trop nos convictions, car il reste très nuancé.

Robert Donnat, incarnant Mr Ships dans sa jeunesse et sa vieillesse, reste le comédien sobre et puissant que nous connaissons déjà.

Du même acteur, vous pouvez aller voir, s'il passe dans votre quartier, le vieux film « La Citadelle ».

# Service de librairie

**Kropotkine** : Le Gouvernement représentatif ; L'Etat, son rôle historique ; La Commune ; La Commune de Paris ; Communisme et anarchie ; Le principe anarchiste ; La situation ; La décomposition des Etats ; La nécessité de la Révolution ; La prochaine révolution, les droits politiques ; La loi et l'autorité ; L'anarchie, dans l'évolution socialiste ; L'organisation de la vindicte appelée justice ; Les prisons ; La guerre, les minorités révolutionnaires ; Aux jeunes gens ; L'Anarchie, sa philosophie, son idéal. — **Bakounine** : Les Endormeurs ; Dieu et l'Etat. — **Curé Meslier** : Non, Dieu n'est pas ! — **E. Malatesta** : En période électorale ; L'Anarchie. — **C. Berneri** : Guerre de classe en Espagne ; Pensieri e Battaglie ; Mussolini à la conquête des Baléares. — **Hem Day** : Bakounine et sa confession ; L'Espagne en marche. — **Divers** : L'Anarchie, numéro spécial du « Crapouillot ». — **Max Nestlau** : Evolution, Révolution. — **E. Reclus** : Aux pays des repopulateurs ; L'Anarchie ; Lettre aux compagnons des « Entretiens ». — **V. Griffuelhes** : Le Syndicalisme révolutionnaire. — Voyage révolutionnaire. — **Yvetot** : A. B. C. syndicaliste. — **Herbert Spencer** : Le droit d'ignorer l'Etat. — **Paul Delesalle** : Bourses du Travail et C. G. T. — **G. Hiel** : Révolution dreyfusienne. — **A. Lorulot** : Socialisme ou anarchie. — **Zo d'Axa** : Aux électeurs. — **Laisant** : L'illusion parlementaire. — **Rhillon** : De Briey à la Ruhr. — Déclaration de Georges Etiévant. — **C.-L. James** : Malthus et l'anarchisme. — **A. Briand** : La Grève générale et la Révolution. — **S. Faure** :

L'Orateur populaire. — **Paul Adam** : Eloge de Ravachol. — **Paul Lafarges** : Le droit à la paresse. — **Victor Serge** : Vie des révolutionnaires. — **Barbedette** : Aux sources de la douleur ; Ordre et Raison. — **R. Dubois** : Lettres sur le pacifisme scientifique. — **A. Vandey** : La vérité sur la question humaine. — **Devaldès** : Dans la tourmente ; Contes d'un rebelle. — **Gouheuret** : Comment se font les erreurs judiciaires. — **Henri Neyre** : Pourquoi l'Eglise ne peut être une source de paix. — **S. Faure** : Réponse aux paroles d'une croyante ; Douze peuples de l'inexistence de Dieu ; Les crimes de Dieu ; La question sociale ; L'Orateur populaire ; Propos d'éducateur. — **Max Nestlau** : La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière ; Francisco Ferrer, anarchiste. — **Cl. Albert** : Patrie, guerre, caserne. — **E. Golmann** : La tragédie de l'émancipation féminine. — **D<sup>me</sup> Piletier** : Le droit au travail pour les femmes ; Dépopulation et civilisation. — **Pietro Gori** : Les procès anarchistes (défense faite par Pietro Gori devant le tribunal de guerre). — **E. Reclus** : L'Anarchie et l'Eglise ; Education Révolution. — **Neyre** : Une conscience pendant la guerre. — **P. Besnard** : La responsabilité ; Problèmes d'Espagne. — Editions du Mouvement Libertaire (1945) : Les libertaires et le problème social ; Documentation sur les élections.

Tous les envois sont faits contre remboursement.

Nous informons nos amis que l'Encyclopédie Anarchiste, de Sébastien Faure, est épuisée.





# LE SYNDICALISME



## A la recherche DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE (Fin)

En 1906, le syndicalisme révolutionnaire est à son apogée. Depuis plusieurs années, les organisations ouvrières ont entrepris une ardente campagne pour la journée de huit heures, et un peu partout le 1<sup>er</sup> mai a été choisi pour être chaque année la date de départ de l'agitation. Comme on peut s'y attendre, le mouvement syndical français va jouer un rôle particulièrement actif dans cette bataille. La C.G.T. propose que « le 1<sup>er</sup> mai 1906 les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures », et un puissant mouvement de grève gagne le pays entier.

### SOREL ET LE SYNDICALISME

Les ouvriers ne sont pas les seuls à se détourner d'un socialisme qui s'enlise chaque jour plus profondément dans la grenouillère démocratique et dont les chefs paraissent surtout préoccupés d'être aux premières places dans la ruée des appétits et l'invraisemblable curée politicienne qui déshonorent le régime. Tout pénétrés de culture classique et également séduits par l'éthique proudhonienne et la critique historique de Marx, quelques intellectuels bourgeois, et surtout Georges Sorel qui apparaîtra vite comme le chef de cette « nouvelle école », sont amenés à se demander pourquoi la bourgeoisie, après avoir connu une heure fugitive de grandeur, semble moins d'un siècle après gagnée par une irrémédiable décadence politique et surtout morale. Leur rapide contact avec le socialisme les déçoit bientôt : lui aussi est décadent, parce que bourgeois.

### LA NATION BOURGEOISE

Intellectuels malgré tout, Sorel et ses amis n'ont aucune influence sur le syndicalisme révolutionnaire qui va poursuivre sa route jusqu'au moment où il viendra heurter le redoutable écueil sur lequel le socialisme s'est depuis longtemps perdu. Tout d'abord il ne faut pas perdre de vue qu'il s'est surtout développé chez des ouvriers de métier : métallurgistes, ouvriers du bâtiment, dans un pays où le prolétariat n'apparaît pas encore comme une masse de manœuvres asservis à la machine et reste encore, en 1905, constitué par ce que Proudhon appelait les **classes ouvrières**, travailleurs en général hautement qualifiés (le renom de l'industrie française n'est pas une légende) et chez lesquels la valeur professionnelle a créé le climat exceptionnellement favorable à l'élaboration d'une remarquable **capacité politique**. Pourtant, il ne s'agit encore là que d'une minorité et il semble bientôt que le syndicalisme révolutionnaire n'a pas eu la netteté absolue et quasi doctrinale que lui prête Sorel. La masse des fonctionnaires et des esclaves de la grande industrie afflue à la C.G.T. et le guesdisme, momentanément écarté, réapparaît dans les années qui précèdent la guerre de 1914 : c'est le réformisme qui renaît comme une gangrène et dont les cadres syndicalistes révolutionnaires, en dépit de leur attachement à un révolutionnarisme déjà plus verbal que réel, seront gagnés à leur tour. Les nécessités de l'économie capitaliste (concurrence mondiale, division du travail, machinisme) provoque une prolétarianisation de plus en plus poussée des classes ouvrières, et cette évolution a pour conséquence la baisse de la qualification professionnelle et l'abaissement corrélatif du niveau moral et politique des ouvriers c'est-à-dire de leur conscience de classe. Ainsi le contact avec la démocratie bourgeoise, malgré les efforts déployés par les syndicalistes révolutionnaires pour le briser à jamais, se rétablit insensiblement, quoiqu'une phraséologie encore révolutionnaire s'obstine péniblement à masquer la déviation. La guerre de 1914 consacre l'impuissance et l'échec du syndicalisme révolutionnaire.

### BOLCHEVISME ET FASCISME

En 1918 l'Allemagne est vaincue, mais la guerre a profondément ébranlé l'économie capitaliste. Les champions de l'économie libérale ont brisé leur dangereux compétiteur, et pourtant le libéralisme est atteint d'un mal dont il ne parvient pas à se relever.

La Russie, épuisée par la guerre, a vu les marxistes s'installer au pouvoir. Le capitalisme a été vaincu ; victoire facile, pour les révolutionnaires, car il est étranger, et en 1917 la bourgeoisie franco-anglaise est trop occupée par ailleurs. D'autre part, les **classes ouvrières conscientes** font défaut dans la Russie paysanne. Sorel, que la déviation démocratique-réformiste avait éloigné du syndicalisme, croit trouver dans le **Soviet** la transposition dans le monde russe du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est là qu'une illusion : Lénine n'est pas Griffuelhes, et les conditions diffèrent du tout au tout : il faudrait d'abord que se forme en Russie une bourgeoisie riche et nombreuse avec son libéralisme parlementaire, d'une part ; d'autre part, et s'opposant à elle, des classes ouvrières de plus en plus conscientes politiquement. On est loin de compte ; malade chez les occidentaux, le libéralisme serait déjà anachronique en Russie ; et, bien que le bolchévisme emprunte certaines de ses méthodes au syndicalisme révolutionnaire, on ne doit pas s'y tromper : le bolchévisme est un fait russe, il correspond en partie au besoin de libération qui travaille les masses paysannes de l'Europe orientale en révolte contre l'Occident bourgeois.

De son côté, l'Allemagne, bien différente de la Russie, s'est exagérément industrialisée sous l'impulsion conquérante d'une bourgeoisie avide de puissance. Mais elle est arrivée trop tard pour le partage du monde. L'économie capitaliste ne peut vivre normalement qu'à la condition d'exproprier périodiquement de nouvelles masses de paysans obligés de se vendre pour les salaires les plus bas, les ouvriers européens, avec leurs salaires que l'action syndicale a élevés, n'offrant plus au capital que des profits insuffisants. Presque tous les paysans allemands ont été prolétariés, jusqu'au moment où il n'a plus été possible d'aller plus loin. Or, la France et l'Angleterre disposent du monde entier, réservoir gi-

gantesque de prolétaires à bas prix et de matières premières inépuisables. L'Allemagne exige sa part et, par deux fois, en 1914 et 1939, la bourgeoisie allemande défendra sa revendication les armes à la main. Malgré ses prétentions révolutionnaires, le nazisme, qui a unifié l'Allemagne après la défaite de 18, est un fait allemand, comme le bolchévisme est un fait russe. Mais ils correspondent à un fait dont les conséquences sont incalculables et contre quoi le syndicalisme révolutionnaire a momentanément échoué : l'irruption des masses dans la politique. Fait plus grave encore, cette irruption, d'une part, a fait de toute la politique moderne depuis 89 une politique des masses ; et d'autre part les trois grands courants par quoi s'est exprimée la politique des masses : démocratie, socialisme, fascisme, ont successivement échoué eux aussi.

Ainsi la redoutable question qui a agité le mouvement révolutionnaire il y a trois quarts de siècle — **Proudhon-Bakounine ou Marx ?** — est partiellement résolue par l'échec final du marxisme (son impuissance à renaître dans l'Allemagne actuelle est bien le fait le plus remarquable de cette fin de guerre). Mais la politique des masses impose au syndicalisme révolutionnaire, s'il veut surgir sur les ruines de toutes les idéologies qui se sont follement flattées de le remplacer ou de le prolonger, une révision de la tactique révolutionnaire. Qu'il n'aille surtout pas user sa force naissante dans un syndicalisme pédant tout occupé de plans utopiques et d'inutiles replâtrages.

Il sera, mais seulement à condition de redevenir strictement, durement, rigide, lui-même. A condition de proclamer le salut de la classe ouvrière par l'action directe et la violence salvatrice.

## Dans le Bâtiment

Toutes les réunions, qu'elles soient générales, de quartier ou intersyndicales, débutent invariablement par un hymne à la production. La France, le relèvement du pays, la résistance, etc.

Ensuite on parle de choses sérieuses ; car il ne faut tout de même pas laisser aux syndiqués l'impression qu'on les a fait déranger pour des balivernes. Alors là le ton baisse un peu, c'est qu'on n'est pas trop fier du travail accompli.

On commence par déclarer aux gars que la C.G.T. n'étant pas d'accord avec le patronat et le gouvernement, n'est pas responsable de la façon dont se réajustent les salaires. Pourtant, elle a apposé sa signature sans mettre la base en garde, et voici ce qu'elle a accepté : garçon de relais, 20 fr. de l'heure ; garçon débutant, 23 fr. ; garçon 6 mois, 27 fr. ; compagnon A-1, 30 fr. 50 ; compagnon A-2, 32 fr. 50 ; compagnon qualifié, 33 fr. 60 ; compagnon très qualifié, 35 fr. 10.

En 39, les contrats collectifs reconnaissent deux catégories d'ouvriers compagnons et garçons dont les tarifs étaient 9 fr. 62 et 10 fr. 82. On voit donc que le tarif du garçon de relais, compte tenu des nouveaux impôts cédulaires, est à peine doublé, tandis que celui des trois dernières catégories de compagnons est triplé. Dans l'ensemble, les garçons sont désavantagés. Quant aux compagnons, nombre d'entre eux vont avoir de rudes démêlés avec les patrons qui vont pianoter la gamme des tarifs.

Il est vrai que la direction syndicale a donné un conseil fameux pour parer le coup. « Si votre patron ne vous place pas dans la catégorie à laquelle vous pensez appartenir, tâchez de forcer un peu les camarades pour lui prouver votre capacité. » Autre conseil encore : « Si vous n'êtes pas contents de votre paye, n'hésitez pas à taper le patron jusqu'à ce qu'il vous rallonge. »

Voilà au moins de l'action directe autant qu'individuelle. Gageons que l'inaction collective donnerait de meilleurs résultats. Seulement, pour la grève, il n'y faut point compter, les dirigeants du syndicat s'y opposent.

Voilà où nous en sommes dans le bâtiment neuf ans après juin 36. Et les patrons vont finir d'exterminer les quarante heures et la journée de huit heures dont on était si fier autrefois, en proposant le travail aux pièces et les heures supplémentaires aux ouvriers qui trouveront la paye trop faible. Ce que la C.G.T. acceptera sans doute « pour la patrie, etc. »

Cependant la C.G.T. numériquement est plus forte que jamais : 5 millions d'adhérents et bien des prisonniers reprendront leur carte. Que signifie un tel afflux à une époque où les masses ne sont pas, comme en juin 36, acculées par le chômage, mais où elles ont au contraire des perspectives de travail considérables, à une époque où la C.G.T. ne fait nul battage pour les adhésions, où elle ne présente aucun plan pour le

## Le Congrès du Mouvement libertaire espagnol

Le compte rendu ci-dessous, publié à titre d'information et traitant du congrès du Mouvement libertaire espagnol en France, ne préjuge pas de la ligne générale du Mouvement libertaire français.

Pour bien interpréter la portée du congrès du Mouvement libertaire espagnol, tenu au Palais de la Chimie du 1<sup>er</sup> au 12 mai, il faut examiner la situation spéciale en exil et en Espagne des victimes du fascisme. En France, jusqu'à la libération, ils n'ont pu se réunir et se concerter pour défendre leurs intérêts et organiser la lutte pour obtenir la libération de l'Espagne, tandis qu'en Espagne ils continuent à être massacrés et emprisonnés, sans cependant cesser le combat. En Espagne l'organisation dite C.N.T., englobant tous les éléments révolutionnaires, a reconstitué ses cadres comme ils s'étaient reconstitués en exil en Amérique, puis en Afrique et en France.

La Fédération Anarchiste Ibérique, les Jeunesses Libertaires, la Confédération Nationale du Travail, sans renoncer à aucun de leurs objectifs immédiats ni à leur indépendance en tant qu'organisations, se sont groupées sous le drapeau commun Mouvement Libertaire Espagnol, dans l'idée de coordonner les efforts et les sacrifices en vue de chasser la Phalange et Franco du pouvoir.

### OUVERTURE DU CONGRES

En ce 1<sup>er</sup> mai 1945, Paris a été le témoin de deux faits qui, par leur signification, marqueront une date pour l'orientation future du mouvement révolutionnaire : tandis que le M.L.E. affirmait sa volonté de poursuivre par la « voie apolitique et l'action directe l'émancipation du prolétariat », la C.G.T. française convoitait les travailleurs à un rassemblement populaire en opposition à l'esprit de ce qui fut la genèse des premières manifestations et revendications ouvrières, prétendant conduire les travailleurs à leur émancipation par une étroite collaboration et participation aux charges de l'Etat.

Dans une atmosphère imprégnée d'ardeur et d'enthousiasme s'élève la voix grave du président de la première séance ; après avoir rendu hommage aux victimes et aux disparus dans la guerre contre le fascisme et dans la guerre sociale, depuis que furent exécutés les martyrs de Chicago en 1886, il cède la parole au secrétaire général du Comité National du M.L.E.

De son long exposé sur le rapport moral et financier, nous ne soulignons que les intrigues qu'ils ont dû combattre et qui se ramassaient dans le résidu Union Nationale (conglomérat de politiciens véreux et réactionnaires et de communistes), d'ailleurs déjà dissoute faute d'opinion et d'éléments. En opposition à la fameuse Union Nationale et sa Junte, il fut constitué l'Alliance Démocratique et peu après la Junte de Libération, dans laquelle se trouvent les socialistes, l'Union Générale des Travailleurs, les Républicains et la C.N.T., dans le but de réunir sous le faisceau de la libération espagnole tous les antifascistes exilés et d'accélérer la chute de Franco.

Sans applaudissements, comme il convient aux actes graves et solennels, les 329 délégués, représentant 442 fédérations locales et 25.000 adhérents au M.L.E. en France approuvent à l'unanimité l'exposé du Conseil National. Tous à l'unanimité condamnent et flétrissent les actes de violence dont se sont rendus responsables les communistes pour imposer leur volonté et leurs tactiques.

### DECLARATION DES PRINCIPES

Les intéressés à semer la discorde et la désunion parmi les travailleurs organisés avaient répandu intentionnellement le bruit que la C.N.T. se séparait de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs). Le démenti le plus formel leur a été donné par le congrès qui, sans réserve d'aucune sorte et à l'unanimité, approuva la ratification de son adhésion à la centrale internationale des travailleurs anticollaborationnistes qui durant toute la guerre n'a cessé d'orienter les travailleurs et de prendre position contre l'économie dirigée qu'on s'efforce d'instaurer pour sauver le capitalisme et étayer la puissance de l'Etat. Le congrès condamne la reconstitution de l'Internationale Syndicale élaborée à la Conférence de Londres, comme les activités de la F.S.I. par rapport à la guerre et à la reconstruction économique. Il reconnaît l'inefficacité de la F.S.I. et même celle de l'A.I.T., mais cependant il remarque que l'A.I.T. s'est efforcée par des manifestes de maintenir la solidarité des peuples en prêchant l'émancipation des travailleurs en dehors de toute influence politique et étatique. Certes, l'A.I.T. n'a pas influencé les événements, ni dans un sens ni dans l'autre, d'ailleurs pas plus que la F.S.I. Les vœux du con-

grès tendent à réaffirmer les principes internationalistes inscrits dans la charte de l'A.I.T. jusqu'à la complète disparition du salariat et l'abolition des frontières.

Sur le terrain de l'action immédiate en Espagne, d'accord avec le Comité National de la C.N.T. en Espagne, le congrès se déclare partisan du maintien de l'action directe et des buts acceptés par les congrès nationaux de 1919, 1931 et 1936, c'est-à-dire combattre par l'action directe le capitalisme et l'Etat jusqu'à l'instauration du communisme libertaire. On remarquera que le Mouvement libertaire en soi ne peut adhérer à l'A.I.T., mais les anarchistes espagnols, en tant que travailleurs militants dans la C.N.T., acceptent de faire prévaloir leurs principes internationalistes par l'action de l'Association Internationale des Travailleurs, filiale de ce que fut la Première Internationale.

Le congrès, veillant au rapprochement immédiat des peuples, pour faciliter la tâche et en même temps pour décentraliser les services du secrétariat de l'A.I.T., émit le vœu de s'adresser au Conseil de l'A.I.T. pour qu'il soit créé en France une subdélégation qui réunirait l'Espagne, la France, l'Italie, la Belgique, la Suisse, la Grèce, l'Angleterre, dans l'idée d'étudier tous les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'après-guerre, ceci parce qu'il entend que c'est d'abord par affinité de tempérament que les peuples doivent s'unir pour construire ce que doit être la société future.

### COLLABORATION AVEC LES SECTEURS ANTIFASCISTES

En premier lieu, tout en considérant que l'Espagne gémisse sous la botte du franquisme, et pour renforcer la lutte des classes, le congrès accorda le maintien du pacte U.G.T.-C.N.T. de 1938, qui se résume dans son quatrième alinéa : « Les deux centrales souhaitent la reprise de la richesse nationale en organisant l'économie et en la réglementant juridiquement pour que soit assurée dans toute son ampleur l'indépendance du pays. »

La C.N.T. et l'U.G.T. se disposent à mener une politique d'aide dans tous les sens, politique, syndical, commercial, dans le travail, en maintenant tous les procédés et tous les moyens qui puissent se considérer aptes à gagner la guerre rapidement.

Toutes les organisations ou organismes de caractère représentatif dans l'ordre syndical comme dans l'ordre officiel qui seront créés dans ces buts mentionnés avec la conformité des deux organisations seront constitués par la C.N.T. et l'U.G.T. selon la proportion des forces de chaque organisation, l'organisme et le lieu où elles doivent intervenir.

Les deux organisations s'engagent à ce que soit garanti à la fin de la lutte antifasciste le droit du peuple espagnol et spécialement de la classe ouvrière à se donner la forme de gouvernement qui réponde aux sacrifices qu'ils font et à maintenir une véritable démocratie en Espagne.

Le Comité de liaison analysera à chaque instant, dans chaque cas concret, les problèmes se rapportant à la libre expression de la pensée et à l'application équitable de la justice.

Quant aux différents organismes nés des circonstances de l'exil et par la force des choses, il fut convenu de maintenir les contacts étroits en vue de la libération de l'Espagne avec les républicains, les socialistes, l'U.G.T., mais en se refusant à collaborer avec les communistes. Il fut reconnu que politiquement la Junte de Libération, non seulement avait accompli son rôle, mais qu'elle devait continuer à servir de lien entre toutes les forces antifascistes jusqu'à la complète indépendance de l'Espagne et la chute de Franco. Il est entendu que tous ces pactes ne visent qu'à activer le rapatriement des exilés et le rétablissement d'un ordre politique qui garantisse la liberté d'expression en Espagne.

Au cours de ces débats, des voix s'élevèrent pour défendre la participation de la C.N.T. aux charges de l'Etat, heureusement peu nombreuses, et même nous le dirons raisonnables, puisqu'aucune d'elles n'opposait son vote particulier à la motion de déclaration apolitique et antigouvernementale du M.L.E.

Pour ce que nous avons vécu et les manifestations faites, nous pouvons dire avec conviction que le M.L.E. ne craint pas de scission. Avec la reprise de contact et l'ouverture du dialogue public, les contradictions s'envelopent comme une fumée de paille, les malentendus s'éclaircissent, l'intelligence s'impose et les intérêts généraux dominent, même ceux qui auraient pu prétendre s'acheminer vers une autre voie que celle de la tradition du M.L.E.

En outre, diverses motions, concernant les mutilés, victimes de la guerre, ayant trait à la propagande, au retour en Espagne, furent adoptées.

### Le prix du Libertaire

Etant donné les conditions dans lesquelles sort le *Libertaire*, nous n'avons pu éviter d'augmenter le prix de vente. Nous savons que les lecteurs se mettent à notre portée et comprennent que ce n'est qu'à contre-cœur que nous prenons une telle mesure. Dans un prochain numéro, nous leur donnerons des explications détaillées sur ce sujet.

Le prix de notre journal est fixé à **quatre francs** l'exemplaire. Le prix de l'abonnement : **90 francs** pour 24 numéros et **45 francs** pour 12.

Seule la souscription peut nous permettre un équilibre relatif sans que nous ayons à augmenter le prix de vente tout en envisageant une périodicité plus rapprochée. (A partir du prochain numéro, nous pensons publier les listes de souscription.)

Pour souscriptions et abonnements, s'adresser à Louis HAAS, 145, Quai de Valmy, — Paris-X<sup>e</sup>. C. C. P. 3588-80, Paris.

**Pour que vive « le Libertaire », pour qu'il redevienne hebdomadaire, souscrivez !**

Imprimerie Spéciale du « LIBERTAIRE », exécuté par un groupe d'ouvriers syndiqués.

